

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de universitaire instellingen ingediende voordrachten,

Besluit :

Artikel 1. Op grond van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke onderzoekers worden de kwalificatieniveaus B (aangesteld onderzoeker : M. GUILLAUME, Ch. SILIEN, P. STASSART) en C (bevoegd verklaard onderzoeker : J.-L. GILLES, P. PIETQUIN) toegekend aan de vermelde personen wier namen en hoedanigheid in de bij dit besluit gevoegde tabel opgegeven zijn :

Art. 2. De datum van erkenning van het niveau wordt voor elke persoon vastgesteld tegenover zijn naam onder de rubriek "niveaudatum".

Op dezelfde datum, wordt in de twee voorafgaande kolommen de wetenschappelijke anciënniteit, in jaren en maanden berekend, vermeld.

Brussel, 30 augustus 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

Mevr. M.-D. SIMONET,

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 3353

[2005/203273]

10 NOVEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 3, alinéa 4, l'article 21, alinéa 3, et l'article 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Considérant que plusieurs erreurs matérielles et de plume se sont malencontreusement glissées dans la rédaction de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2004 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et qu'il convient de les corriger; qu'il s'agit, en l'occurrence, des rubriques 63.12.02.02 où il convient de supprimer la consultation obligatoire de la Direction générale de l'Agriculture, 63.12.05.06 où les mots ", points b) à g)" sont remplacés par les mots "points a) à k)" dans l'intitulé de la rubrique et 90.24.06.01 où la mention de la classe 2 doit être précisée;

Considérant qu'une modification doit être apportée à la rubrique 63.12.09 afin de corriger une erreur dans l'intitulé de la rubrique; qu'il convient de remplacer le mot "et" par le mot "ou";

Considérant que l'intitulé de la rubrique 40.3 et sa sous-rubrique 40.30.02 relative aux installations de réfrigération et de climatisation doivent être modifiés afin de répondre aux exigences du Règlement (CE) 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; que l'objectif de ce Règlement européen est de limiter et contrôler la production, la mise sur le marché et l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone à l'intérieur de la Communauté, ainsi que l'exportation de ces substances vers les pays tiers, afin de protéger la santé humaine et l'environnement;

Considérant qu'en application de l'article 17, § 1^{er}, de ce Règlement, les Etats membres doivent prendre toutes les mesures préventives réalisables afin d'éliminer et de réduire au minimum les fuites de substances réglementées et faire effectuer un contrôle annuel des équipements fixes ayant une charge de réfrigérant supérieure à 3 kilogrammes pour établir la présence ou non de fuites;

Considérant que le Règlement 2037/2000 prévoit un contrôle annuel des équipements fixes ayant une charge de réfrigérant supérieure à 3 kg; que, néanmoins, certaines installations de moins de 10 kW peuvent contenir plus de 3 kg de réfrigérant; que celles-ci ne seraient dès lors pas classées et, par conséquent, non visées par les conditions sectorielles et intégrales, alors que le Règlement 2037/2000 impose que des mesures réglementaires soient prises en application de son article 17; qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier la rubrique 40.30.02.01 afin que toutes les installations contenant plus de 3 kg de réfrigérant soient au minimum reprises en classe 3;

Considérant, par ailleurs, que l'intitulé de la rubrique 40.30.02 est trop restrictif; qu'en effet, le Règlement 2037/2000 ne fait pas de distinction entre les différents types d'équipements; qu'il convient, dès lors, de considérer dans cet intitulé un terme plus générique permettant notamment de prendre en considération des équipements tels que les pompes à chaleur ou les déshumidificateurs d'air;

Considérant, en outre, qu'afin de produire du froid, un cycle frigorifique à compression de vapeur est généralement utilisé; que, néanmoins, d'autres procédés peuvent toutefois être mis en œuvre et notamment un cycle frigorifique à absorption ou à adsorption; qu'il est donc décidé de modifier l'intitulé de la rubrique 40.30.02 afin de viser ces autres procédés;

Considérant qu'à l'heure actuelle, les seuils sont exprimés en puissance installée (kW); qu'il est opportun de savoir s'il s'agit de kW électriques ou de kW frigorifiques; que l'interprétation qui est généralement faite est de considérer les kW électriques mais la question se pose de savoir s'il faut considérer uniquement la puissance du compresseur ou également la puissance des ventilateurs, d'un éventuel système de dégivrage, ou encore d'autres annexes consommant de l'énergie électrique; que ces différentes puissances électriques ne sont, en outre, pas toujours disponibles pour chaque installation frigorifique;

Considérant, en conséquence, qu'il est proposé de fixer les seuils de la rubrique 40.30.02 en kW frigorifiques nominaux, ces puissances étant plus facilement disponibles dans la documentation accompagnant les différents équipements frigorifiques; que la conversion des seuils est effectuée en considérant un coefficient de performance moyen de trois; que les seuils de 10 et 100 kW électriques sont dès lors convertis en 30 et 300 kW frigorifiques; que toutefois, afin de tenir compte des seuils définis dans la Directive 2002/91 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, il est opportun d'abaisser le seuil de 30 kW frigorifiques à 12 kW frigorifiques;

Considérant que la directive européenne susmentionnée vise notamment l'inspection, du point de vue de leur performance énergétique, des équipements de conditionnement d'air dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kW;

Considérant que la rubrique 40.30.04 et ses sous-rubriques doivent être modifiées afin de préciser la notion de "puissance calorifique"; qu'en effet, dans la documentation relative aux chaudières, il est généralement fait référence à la puissance calorifique minimale et à la puissance calorifique maximale;

Considérant qu'à cet égard, il convient que la définition de la puissance calorifique visée dans la nouvelle note de bas de page du présent arrêté soit compatible avec celle de la directive européenne susmentionnée stipulant que la puissance nominale utile (exprimée en kilowatts) est la puissance calorifique maximale fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur;

Considérant que les rubriques 64.20.01.01.01 et 64.20.02 sont omises compte tenu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant la norme pour les antennes émettant des ondes électromagnétiques entre 10 MHz et 10 GHz, pris sur pied de la loi du 12 juillet 1985 relative à la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs et les nuisances provoqués par les radiations ionisantes, les infrasons et les ultrasons, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'avis 38.945/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2005 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La rubrique 40.3 et sa sous-rubrique 40.30.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées sont remplacées comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE VAPEUR ET D'EAU CHAUDE, PRODUCTION DE FROID OU DE CHALEUR						
40.30.02 Installation de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption) ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière :	3					
40.30.02.01 dont la puissance frigorifique nominale utile ^{29bis} est supérieure ou égale à 12 kW et inférieure à 300 kW ou contenant plus de 3 kg d'agent réfrigérant fluoré						
40.30.02.02 dont la puissance frigorifique nominale est supérieure ou égale à 300 kW	2		DGTRE-DE			

^{29bis}. Puissance frigorifique nominale utile (en KW) : la puissance frigorifique maximale fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur.

Art. 2. La rubrique 40.30.04 et ses sous-rubriques de l'annexe I^{re} du même arrêté sont remplacées comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE VAPEUR ET D'EAU CHAUDE, PRODUCTION DE FROID OU DE CHALEUR						
40.30.04 Installation de chauffage de bâtiment qui comporte au moins une chaudière ou un générateur à air pulsé alimenté en combustible solide, liquide en ce compris le gaz de pétrole liquéfié injecté à l'état liquide, ou en combustible gazeux :	3					
40.30.04.01 d'une puissance calorifique nominale utile ^{29ter} supérieure ou égale à 100 kW et inférieure à 2 MW						
40.30.04.02 d'une puissance calorifique nominale utile ^{29ter} supérieure ou égale à 2 MW	2		DGTRE-DE			

^{29ter}. Puissance calorifique nominale utile (en kW) : la puissance calorifique maximale fournie au fluide caloporteur de la chaudière ou pouvant être délivrée par le générateur à air pulsé, fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur.

Art. 3. La consultation obligatoire de la Direction générale de l'Agriculture inscrite dans la quatrième colonne de la rubrique 63.12.02.02 de l'annexe I^{re} du même arrêté est supprimée.

Art. 4. Dans l'intitulé de la rubrique 63.12.05.06 de l'annexe I^{re} du même arrêté, les mots ", points b) à g)" sont remplacés par les mots "points a) à k)".

Art. 5. Dans l'intitulé de la rubrique 63.12.09 de l'annexe I^{re} du même arrêté, le mot "et" est remplacé par le mot "ou".

Art. 6. Les rubriques 64.20.01.01.01 et 64.20.02 sont omises. La rubrique 64.20.01.01.02 devient la rubrique 64.20.01.01.

Art. 7. Dans la rubrique 90.24.06.01 de l'annexe I^{re} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :
1° le chiffre "2" est inscrit à la deuxième colonne;
2° la consultation obligatoire de l'Office wallon des déchets est inscrite à la quatrième colonne.

Art. 8. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 3353

[2005/203273]

10. NOVEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 3 Absatz 4 des Artikels 21 Absatz 3 und des Artikels 87 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

In der Erwägung, dass mehrere materielle Fehler und Schreibfehler bei der Verfassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten entstanden sind und dass es Anlass gibt, sie zu korrigieren; dass es sich namentlich um die Rubrik 63.12.02.02, in der die obligatorische Konsultierung der Generaldirektion der Landwirtschaft zu streichen ist, um die Rubrik 63.12.05.06, in der der Wortlaut "Punkt b) bis g)" durch den Wortlaut "Punkt a) bis k)" in der Bezeichnung der Rubrik zu ersetzen ist, und um die Rubrik 90.24.06.01, in der die Klasse 2 anzugeben ist, handelt;

In der Erwägung, dass eine Abänderung in der Rubrik 63.12.09 vorzunehmen ist, um einen Fehler in der Bezeichnung der Rubrik zu korrigieren; dass es Anlass gibt, das Wort "und" durch das Wort "oder" zu ersetzen;

In der Erwägung, dass die Bezeichnung der Rubrik 40.3 und ihrer Unterrubrik 40.30.02 bezüglich der Kühlungs- und Klimatisierungsanlagen abgeändert werden müssen, um den Anforderungen der Verordnung (EG) 2037/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. Juni 2000 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, zu genügen; dass die Zielsetzung dieser Europäischen Verordnung darin besteht, in der Gemeinschaft die Herstellung, die Vermarktung und die Verwendung von Stoffen, die die Ozonschicht angreifen, sowie deren Ausfuhr in Drittländer zu begrenzen und zu kontrollieren, um die menschliche Gesundheit und die Umwelt zu schützen;

In der Erwägung, dass die Mitgliedstaaten in Anwendung des Artikels 17 § 1 dieser Verordnung alle machbaren Präventivmaßnahmen treffen müssen, um das Entweichen von durch die Verordnung betroffenen Stoffen unmöglich zu machen oder auf ein Minimum zu reduzieren, und eine jährliche Kontrolle der ortsfesten Ausrüstungen vornehmen lassen müssen, die eine Kühlmittelladung von über 3 Kilo enthalten, um das Vorhandensein oder das Ausbleiben von Lecks festzustellen;

In der Erwägung, dass in der Verordnung 2037/2000 eine jährliche Kontrolle der ortsfesten Ausrüstungen, die eine Kühlmittelladung von über 3 Kilo enthalten, vorgesehen ist; dass bestimmte Anlagen unter 10 kW jedoch mehr als 3 kg Kühlmittel enthalten können; dass diese demzufolge nicht eingestuft und daher nicht durch die sektorbezogenen und gesamten Bedingungen betroffen würden, dies obwohl in der Verordnung 2037/2000 verlangt wird, dass verordnungsmäßige Maßnahmen in Anwendung deren Artikel 17 getroffen werden; dass es demzufolge notwendig ist, die Rubrik 40.30.02.01 abzuändern, damit alle über 3 kg Kühlmittel enthaltenden Anlagen mindestens in der Klasse 3 aufgenommen werden;

In der Erwägung, dass die Bezeichnung der Rubrik 40.30.02 andererseits zu restriktiv ist; dass in der Verordnung 2037/2000 in der Tat kein Unterschied zwischen den verschiedenen Ausrüstungstypen gemacht wird; dass es daher Anlass gibt, einen allgemeineren Wortlaut zu berücksichtigen, der es u.a. ermöglicht, Ausrüstungen wie z.B. Wärmepumpen oder Luftentfeuchter zu berücksichtigen;

In der Erwägung außerdem, dass im Allgemeinen ein Kältekreislauf mittels Dampfkompensation verwendet wird, um Kälte zu erzeugen; dass andere Verfahren jedoch eingesetzt werden können, insbesondere ein Kältekreislauf mittels Absorption oder Adsorption; dass daher beschlossen wird, die Bezeichnung der Rubrik 40.30.02 abzuändern, um diese anderen Verfahren zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass die Grenzwerte zur Zeit in installierter Leistung (kW) ausgedrückt werden; dass es zweckmäßig ist, zu wissen, ob es sich um eine elektrische Leistung in kW oder eine Kälteleistung in kW handelt; dass allgemein angenommen wird, dass man elektrische kW benutzt, wobei aber die Frage zu stellen ist, ob nur die Leistung des Kompressors oder auch die Leistung der Ventilatoren, eines etwaigen Entfrostsungssystems oder auch anderer Strom verbrauchenden Nebensysteme zu berücksichtigen sind; dass diese verschiedenen elektrischen Leistungen außerdem nicht immer für jede Kühlanlage verfügbar sind;

In der Erwägung, dass dementsprechend vorgeschlagen wird, die Grenzwerte der Rubrik 40.30.02 in nominalen Kühl-kW festzulegen, da diese Leistungen leichter in den mit den verschiedenen Kühlausrüstungen gelieferten Unterlagen zu finden sind; dass die Umsetzung der Grenzwerte unter Berücksichtigung eines durchschnittlichen Leistungskoeffizienten in Höhe von drei vorgenommen wird; dass die Grenzwerte von 10 bzw. 100 elektrischen kW daher in 30 bzw. 300 Kühl-kW umgesetzt werden; dass es jedoch zweckmäßig ist, den Grenzwert von 30 Kühl-kW auf 12 Kühl-kW herabzusetzen, um die in der Richtlinie 2002/91 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden bestimmten Grenzwerte zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass die oben erwähnte Europäische Richtlinie u.a. die Inspektion der Klimatisierungsanlagen mit einer Kühlleistung über 12 kW betrifft, was ihre Energieleistung angeht;

In der Erwägung, dass die Rubrik 40.30.04 und ihre Unterrubriken abgeändert werden müssen, um den Begriff der "Wärmeleistung" genauer zu bestimmen; dass in den Unterlagen bezüglich der Heizkessel in der Tat die minimale und die maximale Wärmeleistung im Allgemeinen erwähnt werden;

In der Erwägung, dass es diesbezüglich Anlass gibt, dass die in der neuen Fußnote des vorliegenden Erlasses erwähnte Definition der Wärmeleistung mit derjenigen der oben erwähnten Europäischen Richtlinie vereinbar ist, in der bestimmt wird, dass die (in kW ausgedrückte) nutzbare Nennleistung die maximale Wärmeleistung ist, die vom Hersteller für den kontinuierlichen Betrieb angegeben und garantiert wird, bei Einhaltung des von ihm angegebenen Wirkungsgrads;

In der Erwägung, dass die Rubriken 64.20.01.01 und 64.20.02 ausgelassen worden sind, dies unter Berücksichtigung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 zur Festsetzung der Norm für die Antenne, die elektromagnetische Welle zwischen 10 MHz und 10 GHz aussenden, der auf der Grundlage des Gesetzes vom 12. Juli 1985 über den Schutz des Menschen und der Umwelt gegen die gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die ionisierenden Strahlungen, durch Infraschall und Ultraschall verursacht werden, gefasst worden ist, insbesondere der Artikel 3 und 4;

Aufgrund des am 29. August 2005 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 38.945/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Rubrik 40.3 und ihre Unterrubrik 40.30.02 der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe werden wie folgt ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu rate zu ziehende einrichtungen	teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON DAMPF UND WARMWASSER, ERZEUGUNG VON KÄLTE UND WÄRME						
40.30 Anlage zur Erzeugung von Kälte oder Wärme, in der ein Kältekreislauf eingesetzt wird, (mittels Dampfkompensation, Absorption oder Adsorption) oder durch jegliches aus einer Entwicklung der diesbezüglichen Technik resultierende Verfahren:	3					
40.30.02.01 deren nutzbare Kältenennleistung ^{29bis} mindestens 12 kW und weniger als 300 Kw beträgt oder die über 3 kg fluoriertes Kühlmittel enthält						
40.30.02.02 deren Kältenennleistung mindestens 300 kW beträgt	2		Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie-DE			

^{29bis} Nutzbare Kältenennleistung (in Kw): die maximale Kälteleistung, die vom Hersteller für den kontinuierlichen Betrieb angegeben und garantiert wird, bei Einhaltung des von ihm angegebenen Wirkungsgrads.

Art. 2 - Die Rubrik 40.30.04 und ihre Unterrubriken der Anlage I desselben Erlasses werden wie folgt ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu rate zu ziehenden einrichtungen	teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
ERZEUGUNG UND VERTEILUNG VON DAMPF UND WARMWASSER ERZEUGUNG VON KÄLTE ODER WÄRME						
40.30 Gebäudeheizungsanlage, die mindestens einen Kessel oder einen Wärmeerzeuger mit Luftumwälzung enthält, und die mit festen, flüssigen, einschließlich des flüssigen, in flüssiger Form eingespritzten Erdölgases, oder mit gasförmigen Brennstoffen versorgt wird:	3					
40.30.04.01 mit einer nutzbaren Wärmenennleistung ^{29ter} , die mindestens 100 kW entspricht und unter 2MW liegt						

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu rate zu ziehenden einrichtungen	teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
40.30.04.02 mit einer nutzbaren Wärmenennleistung ^{29ter} , die mindestens 2 MW entspricht	2		Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie-DE			

^{29ter} Nutzbare Wärmenennleistung (in kW): die maximale Wärmeleistung, die die Wärmeträgerflüssigkeit des Heizkessels erhalten kann oder die der Wärmeerzeuger mit Luftumwälzung produzieren kann und die vom Hersteller für den kontinuierlichen Betrieb angegeben und garantiert wird, bei Einhaltung des von ihm angegebenen Wirkungsgrads.

Art. 3 - Die obligatorische Konsultierung der Generaldirektion der Landwirtschaft, die in der vierten Spalte der Rubrik 63.12.02.02 der Anlage I desselben Erlasses erwähnt wird, wird gestrichen.

Art. 4 - In der Bezeichnung der Rubrik 63.12.05.06 der Anlage I desselben Erlasses wird der Wortlaut „, Punkt b) bis g)“ durch den Wortlaut „Punkt a) bis k)“ ersetzt.

Art. 5 - In der Bezeichnung der Rubrik 63.12.09 der Anlage I desselben Erlasses wird das Wort „und“ durch das Wort „oder“ ersetzt.

Art. 6 - Die Rubriken 64.20.01.01.01 und 64.20.02 werden ausgelassen. Aus der Rubrik 64.20.01.01.02 wird die Rubrik 64.20.01.01.

Art. 7 - In der Rubrik 90.24.06.01 der Anlage desselben Erlasses werden folgende Abänderungen angebracht:

1° die Zahl „2“ wird in der zweiten Spalte angegeben;

2° die obligatorische Konsultierung des „Office wallon des déchets“ (Wallonisches Amt für Abfälle) wird in der vierten Spalte angegeben.

Art. 8 - Die Anträge auf Genehmigung, die vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden sowie die sie betreffenden Verwaltungsklagen werden auf der Grundlage der am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln behandelt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 10 November 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3353

[2005/203273]

10 NOVEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 21, derde lid, en 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Overwegende dat verschillende materiële en schrijffouten ongelegen geslopen zijn in de opstelling van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en dat die verbeterd moeten worden; dat het in casu gaat om de rubrieken 63.12.02.02 waarin de verplichte raadpleging van het Directoraat-generaal Landbouw dient te worden geschrapt, 63.12.05.06 in het opschrift waarvan de woorden „, de punten b) tot g)“ vervangen moeten worden door de woorden „de punten a) tot k)“ en 90.24.06.01 waarin klasse 2 vermeld moet worden;

Overwegende dat een wijziging aangebracht moet worden in de rubriek 63.12.09 teneinde een fout in het opschrift ervan te verbeteren; dat het woord „en“ door het woord „of“ vervangen moet worden;

Overwegende dat het opschrift van de rubriek 40.3 en van de subrubriek 40.30.02 betreffende de koelings- en luchtbehandelingsinstallaties gewijzigd moet worden om te voldoen aan de voorschriften van Verordening (EG) 2037/2000 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 juni 2000 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen; dat voornoemde Europees Verordening tot doel heeft de productie, het op de markt brengen en het gebruik van stoffen die de ozonlaag afbreken binnen de grenzen van de Gemeenschap alsook de uitvoer ervan naar derde landen te beperken en te controleren ten einde de gezondheid van de mens en het milieu te beschermen;

Overwegende dat de lid-Staten overeenkomstig artikel 17, § 1, van voornoemde Verordening alle uitvoerbare voorzorgsmaatregelen moeten treffen om lekkage van gereguleerde stoffen te voorkomen of tot een minimum te beperken en de vaste apparatuur met meer dan 3 kg koelvloeistof jaarlijks op lekkage te laten controleren;

Overwegende dat Verordening 2037/2000 voorziet in een jaarlijkse controle op de vaste apparatuur met meer dan 3 kg koelvloeistof; dat sommige installaties van minder dan 10 kW evenwel meer dan 3 kg koelvloeistof kunnen inhouden; dat ze derhalve niet ingedeeld zouden worden en bijgevolg niet onder de sectorale en integrale voorwaarden zouden vallen terwijl artikel 17 van Verordening 2037/2000 bepaalt dat reglementaire maatregelen worden genomen; dat de rubriek 40.30.02.01 dan ook gewijzigd moet worden zodat alle installaties met meer dan 3 kg koelvloeistof minstens in klasse 3 ingedeeld worden;

Overwegende anderzijds dat het opschrift van de rubriek 40.30.02 te beperkend is; dat de Verordening 2037/2000 immers geen onderscheid maakt tussen de verschillende types uitrustingen; dat het derhalve geboden is een meer generieke term te gebruiken voor dat opschrift waardoor met name uitrustingen zoals warmtepompen of luchtontvochters in aanmerking genomen kunnen worden;

Overwegende bovendien dat voor koudeproductie doorgaans een koelcyclus met stoomdruk gebruikt wordt; dat evenwel andere processen toegepast kunnen worden, o.a. een koelcyclus met absorptie of adsorptie; dat bijgevolg besloten werd het opschrift van de rubriek 40.30.02 te wijzigen door er die andere processen in te vermelden;

Overwegende dat de drempels thans in geïnstalleerd vermogen (kW) worden uitgedrukt; dat het opportuun is te weten of het gaat om elektrische of om koeling kW; dat doorgaans de elektrische kW in aanmerking genomen worden terwijl men zich dient af te vragen of enkel rekening gehouden moet worden met het vermogen van de compressor of ook met dat van de ventilatoren, van een eventueel ontdooiingssysteem, of van andere toebehoren die elektrische energie verbruiken; dat deze verschillende elektrische vermogens bovendien niet altijd beschikbaar zijn voor elke koelinstallatie;

Overwegende bijgevolg dat voorgesteld wordt de drempels van de rubriek 40.30.02 in nominale koeling kW vast te leggen, daar deze vermogens makkelijker beschikbaar zijn in de documentatie bij de verschillende koeluitrustingen; dat de drempels omgezet worden op grond van een gemiddelde prestatiecoëfficiënt gelijk aan drie; dat de drempels 10 en 100 elektrische kW derhalve omgezet worden in 30 en 300 koeling kW; dat het evenwel opportuun is het koelvermogen van 30 naar 12 kW te verlagen om te voldoen aan de eisen die vastliggen in de Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

Overwegende dat voornoemde Europese richtlijn o.a. betrekking heeft op de inspectie van de energieprestatie van de airconditioningsystemen met een koelvermogen van meer dan 12 kW;

Overwegende dat de rubriek 40.30.04 en de subrubrieken ervan gewijzigd moeten worden daar ze het begrip "warmtevermogen" moeten vermelden; dat in de documentatie betreffende de ketels doorgaans immers verwezen wordt naar het minimale en naar het maximale warmtevermogen;

Overwegende dat de definitie van het warmtevermogen bedoeld in de nieuwe voetnota van dit besluit in dat verband immers moet beantwoorden aan voornoemde Europese richtlijn die bepaalt dat het nuttige nominaal vermogen (uitgedrukt in kilowatt) het maximale warmtevermogen is dat door de fabrikant voor continu gebruik is aangegeven en gegarandeerd, waarbij het door hem aangegeven nuttig rendement wordt gehaald;

Overwegende dat de rubrieken 64.20.01.01.01 en 64.20.02 weggelaten worden overeenkomstig het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 houdende de normering van zendmasten voor elektromagnetische golven tussen 10 MHz en 10 GHz, genomen op grond van de wet 12 juli 1985 betreffende de bescherming van de mens en van het leefmilieu tegen de schadelijke effecten en de hinder van niet-ioniserende straling, infrasonen en ultrasonen, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het advies 38.945/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De rubriek 40.3 en de subrubriek 40.30.02 in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten worden vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
PRODUCTIE EN DISTRIBUTIE VAN STOOM EN WARM WATER, PRODUCTIE VAN KOUDE OF WARMTE						
4 Installatie voor de productie van koude of warmte waarbij gebruik wordt gemaakt van een koelcyclus (stoomdruk, absorptie of adsorptie) of van elk proces resulterend uit een evolutie van de desbetreffende techniek :	3					
40.30.02.waarvan het nuttige nominaal koelvermogen ^{29bis} gelijk is aan 12 kW of meer en kleiner dan 300 kW of meer dan 3 kg d'agent réfrigérant fluoré bevat						
40.30.02.bevat waarvan het nominale koelvermogen gelijk is aan 300 kW of meer	2		DGTRE-DE			

^{29bis} Nuttig nominaal koelvermogen (in KW) : maximaal koelvermogen dat door de fabrikant voor continu gebruik is aangegeven en gegarandeerd, waarbij het door hem aangegeven nuttig rendement wordt gehaald.

Art. 2. Da rubriek 40.30.04 en de subrubrieken in bijlage I bij hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
PRODUCTIE EN DISTRIBUTIE VAN STOOM EN WARM WATER, PRODUCTIE VAN KOUDE OF WARMTE						
Verwarmingsinstallatie voor gebouwen met minstens een ketel of een generator met ingeblazen lucht voorzien van vaste of vloeibare brandstoffen, met inbegrip van vloeibaar, of van gasvormige brandstoffen : 4 met een nuttige nominale warmtekracht ^{29ter} gelijk aan 100 kW of meer en lager dan 2 MW	3					
40.30.04. met een nuttige nominale warmtekracht ^{29ter} van 2 MW of meer	2		DGTRE-DE			

^{29ter} Nuttige nominale warmtekracht (in kW) : maximale warmtekracht die verschaft wordt aan de warmtegeleidende vloeistof van de ketel of die gegeven kan worden door de generator met ingeblazen lucht, die door de fabrikant voor continu gebruik is aangegeven en gegarandeerd, waarbij het door hem aangegeven nuttig rendement wordt gehaald.

Art. 3. De verplichte raadpleging van het Directoraat-generaal Landbouw, waarvan sprake in de vierde kolom van de rubriek 63.12.02.02 in bijlage I bij hetzelfde besluit, wordt afgeschaft.

Art. 4. In het opschrift van de rubriek 63.12.05.06 in bijlage I bij hetzelfde besluit worden de woorden „, punten b) tot g)“ vervangen door de woorden „punten a) tot k)“.

Art. 5. In het opschrift van de rubriek 63.12.09 in bijlage I bij hetzelfde besluit wordt het woord „en“ vervangen door het woord „of“.

Art. 6. De rubrieken 64.20.01.01.01 en 64.20.02 worden weggelaten. De rubriek 64.20.01.01.02 wordt de rubriek 64.20.01.01.

Art. 7. In de rubriek 90.24.06.01 van bijlage I bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° het cijfer „2“ wordt in de tweede kolom vermeld;
2° de verplichte raadpleging van de „Office wallon des déchets“ wordt in de vierde kolom vermeld.

Art. 8. De vergunningsaanvragen ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden onderzocht overeenkomstig de regels van kracht op de datum van de indiening van de aanvraag.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—————

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 3354

[2005/203296]

**17 NOVEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant la composition du conseil consultatif de la formation en alternance**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française transférant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et particulièrement l'article 8;

Vu le décret du Parlement wallon du 17 mars 1999 portant approbation de l'accord de coopération;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil consultatif de la formation en alternance en qualité de représentants des organisations représentatives des employeurs siégeant au Conseil économique et social de la Région wallonne :

— Mme Sophie De Muynck, conseillère juridique à l'E.W.C.M.;

— Mme Ingrid Sobantka, conseillère emploi formation à l'U.W.E.;

— M. Thierry Devillez, directeur du département emploi formation de l'U.W.E.